

LA MULTIPLICATION DES PLATES-FORMES DE MOBILISATION : COMMENT L'APPRÉHENDER ?

Par Jean Blairon

Le 19 mars, le CEPAG et la FGTB organisaient à Dison une conférence-débat sur un thème particulièrement délicat : « Démocratie en crise - crise de la démocratie », dans le cadre de son 7ème festival de résistance. Les partenaires présentaient ainsi la thématique : « Le désinvestissement à la participation démocratique d'un nombre important de citoyens nous amène à poser la question du « comment en est-on arrivé là » ? Le désintérêt de la chose publique, la chute de la participation aux élections, la désillusion du principe démocratique, le retrait face au militantisme, le déni des représentants politiques, ... Tant d'indicateurs qui signalent un retrait important de la participation à la démocratie. La citoyenneté moderne serait-elle synonyme de dé-responsabilité ? »

Pour répondre à ces questions, trois invités :

Paul Hermant - Acteurs des Temps Présents, Joanne Clotuche - Tout Autre Chose, et Jean Blairon - Directeur de RTA Namur.

Les derniers mois ont connu une relative effervescence en matière de mobilisation politique, puisque l'on a vu apparaître diverses plates-formes, que l'on pourrait qualifier, avec un peu d'humour, de « pétroleuses »¹.

L'effervescence se traduit par une éclosion à répétition, par la recherche fiévreuse de la médiatisation de l'action, par l'amplification que l'on entend donner à la mobilisation : les uns souhaitent fédérer ceux que l'on ne touche pas, d'autres veulent construire les conditions pérennes d'un front social élargi ou porter au grand jour les conséquences des accords discrets qui se négocient avec les Etats-Unis, faisant courir de grands risques pour le modèle social européen.

L'effervescence n'est cependant pas totalement neuve : on trouverait dans l'histoire récente des tentatives au moins partiellement analogues (l'éphémère « syndicat de la vie quotidienne » lancé pendant l'été 2000², les « Assises de l'égalité », en 2001³) ; il reste que la diversité d'expériences

1 L'allusion porte sur les activistes de la Commune de Paris et, par extension, sur le « militantisme véhément » ; notons cependant que la réalité des femmes incendiaries n'a pas été formellement établie.

2 « Le SVQ naissant a déjà un parcours laborieux derrière lui. C'est que les concepteurs de l'idée étaient déjà en désaccord sur l'appellation. Gotto tenait fermement à la notion de syndicat, d'autres, comme Philippe Laurent, ex-MSF et ex-Croix-Rouge, préféraient éviter le terme, trop couplé au système des piliers dont la Belgique tente de se défaire. Surtout, comment un syndicat pourrait-il prétendre représenter l'ensemble de la société civile, plurielle et désorganisée par définition ? En janvier dernier, le SVQ devenait le projet Solidarités de la vie quotidienne.

Avant de redevenir le syndicat SVQ le 2 juin prochain - même si tous les partenaires d'août 2000 ne devraient pas s'y retrouver. Reste que la participation à cette première réunion est ouverte à tous *sauf à des élus ou à des représentants de partis politiques*. L'idée, c'est toujours de créer un mouvement citoyen tout à fait indépendant, sans projet de participer au pouvoir, insiste Gotto.

Et précisément, ce mardi, un colloque sur le thème Etat et société civile face à face se penchera sur ces mêmes questions. Dans ce cadre, Philippe Laurent, autre initiateur du SVQ, qui a pris quelque distance, nous donne ses réponses sur la manière d'innover entre citoyens et politiques. » *La Libre Belgique* 2001, <http://www.lalibre.be/actu/belgique/la-vie-quotidienne-aura-bien-son-syndicat-51b87252e4b0de6db9a5c476>.

3 La revue *Politiques* titre en mars 2001 : « Des « Assises pour l'égalité » - Gauches politique, syndicale, associative : une convergence ».

simultanées pose, en tant que telle, de multiples questions aux acteurs. Nous nous proposons d'en aborder trois dans cette analyse.

A QUEL PROBLÈME CHERCHE-T-ON UNE RÉPONSE ?

En suivant les analyses de L. Boltanski et E. Chiapello, on ne peut que poser l'hypothèse que l'on cherche à pallier l'affaiblissement de la critique du capitalisme et du contre-pouvoir, affaiblissement que l'on observe depuis les grands mouvements culturels et sociaux de la fin des années 60.

Pour les auteurs, les critiques du capitalisme puisent à quatre « sources » différentes, que l'on peut regrouper en deux catégories : les critiques d'inspiration sociale et les critiques d'inspiration culturelle. Les premières comprennent des critiques qui se dressent au nom de l'égalité (on observe ainsi que le capitalisme est synonyme d'extorsion de la plus-value, qu'il creuse les inégalités) et d'autres qui revendiquent la solidarité (c'est le fondement des systèmes de redistribution et d'assurance sociale). Les critiques d'inspiration culturelle comprennent des demandes de liberté (on critique l'autoritarisme, la dépendance, on décrète qu'il est interdit d'interdire...) et d'authenticité (la société de consommation se caractériserait par la manipulation de nos besoins et désirs, pour les faire porter sur des choses, consommation à outrance qui justifie une production à outrance).

A partir de ce schéma, nous aimerions pointer quatre mécanismes d'affaiblissement.

L'affaiblissement de la critique sociale est notamment obtenu par l'**intégration forcée du contre-pouvoir** : face à la concurrence mondialisée, le conflit de classe est jugé dépassé, on serait désormais tous dans le même bateau, on lutterait tous pour la survie (de l'entreprise, de la compétitivité nationale, etc.). Ce déplacement n'est pas exempt de chantage vis-à-vis du contre-pouvoir (son exercice découragerait les investisseurs) ni de dilemmes : participer aux décisions est le fait de partenaires sociaux... qui sont sommés de se comporter en « partenaires », justement.

Mais un autre mécanisme s'est produit après les contestations des années 60 : le capitalisme s'est redéployé face aux critiques dont il avait fait l'objet et il a pu pouvoir prétendre qu'il constituait en tant que tel **une réponse aux demandes de liberté et d'authenticité** : c'est toute la thématique de l'autonomie, de la responsabilisation dans les postes de travail et de la « réalisation de soi » qui est offerte à tous les méritants : le problème (l'entreprise capitaliste) devient alors la solution (au désir de liberté et d'authenticité). Non sans un retournement « au carré », puisque peu à peu les forces qui portaient la critique sociale se sont vues reprocher elles-mêmes de porter atteinte à la liberté et à l'authenticité : le caractère jugé insupportable des « mots d'ordre », la méfiance vis-à-vis des « grosses machines » symbolise ce retournement. Il peut aller jusqu'à la méfiance par rapport à tout ce qui est institué, notamment en termes de logique représentative : le fantasme du « citoyen » légitime parce qu'individuel rejoint alors celui du travailleur autonome et responsabilisé...

D'où un mécanisme de **scission** : la jonction des luttes culturelles et sociales, partiellement ratée en 68, devient de plus en plus difficile ; tendanciellement, elle n'est même plus portée par les mêmes acteurs; qu'il suffise ici d'évoquer la méconnaissance de plus en plus grande qui sévit vis-à-vis du public populaire dans certains milieux dits « contestataires ».

Enfin, un mécanisme **d'éclatement** peut se faire jour.

Par exemple, la critique au nom de l'authenticité peut se ranger derrière l'option de « décroissance », et de consommation responsable, peu comprise du public populaire qui est souvent assigné à une

consommation restreinte et pour qui les appels à la « simplicité volontaire » peuvent résonner bizarrement.

Autre exemple : la critique au nom de la solidarité est souvent impuissante par le fait que tous ceux qui défendent des conquêtes sociales se voient reprocher de mettre tout le système en danger au vu de leur « demandes impayables ». On a ainsi partiellement réussi à introduire la concurrence entre les forces qui portent les demandes de solidarité...

On peut faire l'hypothèse que l'effervescence à laquelle nous assistons en matière de mobilisation se produit en regard de ces mécanismes d'affaiblissement.

QUEL EST LE POINT DE VUE DES ACTEURS ?

C'est en tout cas ce que donne à penser une enquête de terrain que nous avons réalisée lors de la grève générale du 15 décembre 2014.

Nous y avons suivi une action qui se plaçait sous la bannière de la plate-forme *Acteurs des Temps Présents* et avons saisi l'occasion d'interroger une série de militants syndicaux, de militants d'associations et de membres du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté⁴.

On peut résumer les résultats en mettant en lumière des **attentes** des acteurs et les **freins** qu'ils identifient comme des obstacles potentiels à la mobilisation dans laquelle ils se sont investis.

Le tableau suivant peut résumer les attentes des uns et des autres.

LES ATTENTES EXPRIMÉES PAR LES SYNDICATS À L'ADRESSE DES ASSOCIATIONS	LES ATTENTES EXPRIMÉES PAR LES ASSOCIATIONS À L'ADRESSE DES SYNDICATS
Que les associations contribuent à la pédagogie de l'action et à la conscientisation large - par rapport à l'unité des problèmes (travail/non travail) - par rapport au sens de l'action	Que les actions soient l'occasion de rencontres, de connaissance vécue, de pratiques communes
Qu'elles aident à « élargir le logiciel », puisqu'il faut sortir partiellement de la seule opposition patrons/syndicats	Qu'il y ait une mutuellisation des forces, une articulation des différentes luttes
Qu'elles œuvrent à une « révolution du croyable » ⁵ , à la lutte contre la résignation	Qu'on puisse expérimenter d'autres possibles, de nouvelles formes de mobilisation, qu'on mette au travail les représentations

4 J. Blairon et I. Dubois, « La création de plates-formes, une nouvelle forme de mobilisation politique ? », in *Intermag.be*, Analyses et études 2015 - www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2015m01n1.pdf

5 L'expression est de Michel de Certeau, qui constatait : « En bien des pays, les confiances s'effritent aussi. Violentement ou sans bruit. Des « valeurs » tombent, qui portaient des adhésions et tout un système de participations. « On n'y croit plus. » « On », qui est-ce ? Et comment cela se produit-il ? Il est presque impossible de le déterminer. Le phénomène n'est visible que lorsqu'il est arrivé. » M. De Certeau, « Les révolutions du « croyable » », in *La culture au pluriel*, Paris, U.G.E., 1974, p. 14.

Quant aux freins identifiés, aux craintes pour l'avenir de la mobilisation, les acteurs les expriment comme suit.

LES FREINS ET OBSTACLES IDENTIFIÉS PAR LES ACTEURS	LES FREINS ET OBSTACLES IDENTIFIÉS PAR LES ACTEURS ASSOCIATIFS
Le retour de l'individualisme, la victoire des mécanismes de division	L'érouissage de la mobilisation, une perte en radicalité
	L'instrumentalisation
	L'épuisement par dispersion (dans les différentes plates-formes)

QUELS SONT LES ESPACES DE CHOIX STRUCTURANTS ?

Certes notre enquête ne prétend pas avoir couvert de manière exhaustive le spectre des points de vue, mais on peut y trouver déjà des éléments d'anticipation des facteurs de réussite ou d'échec de ces diverses expérimentations.

Il faudrait toutefois croiser ces clés avec les choix structurants opérés par les diverses plates-formes. En confrontant plusieurs sources, nous avons cru pouvoir identifier sept espaces de choix.

ESPACES DE CHOIX	TERMES DANS LESQUELS CES CHOIX SE POSENT
A propos des visées	Du général au spécifique
A propos des actions	Des interpellations aux expérimentations concrètes
A propos du rapport aux mobilisations existantes	De la complémentarité à l'alternative
A propos du principe de constitution	De l'unifié au diversifié
A propos des objectifs	Du défensif à l'offensif
A propos du mode d'adhésion	Du collectif à l'individuel
A propos de l'enjeu de visibilité	Du secondaire au principal

Ces tableaux ne souhaitent pas seulement faire œuvre descriptive. Ils comportent une dimension évaluative et stratégique.

Prenons par exemple trois questions posées par Vincent de Coorebyter à propos du mouvement « Tout autre chose »⁶

- « Une alternative politique qui serait d'abord l'expression des classes moyennes intellectuelles, c'est intéressant en soi mais on ne peut pas dire que cela comble un manque criant. La question est effectivement de savoir quelle place ce type de mouvement décide de créer pour les sans-voix. »

La question porte sur le **principe de constitution**, par exemple sur son degré de diversité sociale.

6 V. de Coorebyter, « Une société plus éparpillée », interview par Véronique Lamquin, *Le Soir*, 2 janvier 2015, pp. 2 et 3. Consultable également sur www.crisp.be, *Les @analyses du crisp en ligne*.

- Cette autre question interroge plutôt le mode **d'adhésion** :
« Pourquoi ne cherche-t-on pas plutôt à fédérer la société civile organisée, qui a des moyens considérables ? Pourquoi tenir à tout prix à ce que les citoyens s'expriment, comme si, hors de ce statut de citoyen non affilié, on était déjà suspect, on était déjà un rouage du système ? »
- Cette troisième question croise l'axe des **objectifs** et celui du rapport aux **mobilisations existantes** :
« Un élément m'étonne, celui qui consiste à dire : « Nous n'avons pas d'ennemis, nous ne sommes pas à gauche. » alors que l'essentiel est un discours de gauche ! Face à une politique d'austérité dénoncée en des termes très clairs, très offensifs, la proposition est étonnamment œcuménique : « Que tous les citoyens se rassemblent autour de nous, cela va apporter une alternative au système. »

En proposant ce tableau à propos des « espaces de choix », nous ne voulons pas dire d'office que certains choix sont plus légitimes que d'autres ; mais il semble possible de dire que dans l'effervescence à laquelle nous assistons, des plis sont ou seront pris qui pourront se révéler déterminants pour l'avenir de ces expérimentations.

DES QUESTIONS DISCRIMINANTES

Nous oserons faire un pas de plus et proposer l'identification de trois questions discriminantes dont nous pensons que les plates-formes diverses, dans l'état de nos informations et raisonnements, devront les traverser.

LES CRITIQUES DU CAPITALISME SE SITUENT-ELLES TOUJOURS DANS L'HÉRITAGE DU PROGRAMME DES PROLÉTARIENS, TEL QUE DÉFINI PENDANT LA COMMUNE DE PARIS ?

Pour rappel ce programme réclamait que le travailleur puisse jouir de la valeur intégrale de son travail ; il contenait de fortes revendications en matière d'organisation du travail (l'association, la coopération, qui devaient supprimer le paupérisme et l'exploitation), une solidarité (une partie des bénéficiaires des coopératives ou associations ouvrières de production devait être utilisée pour en créer d'autres) et une assurance très étendue contre tous les risques sociaux. Il y avait aussi bien entendu des revendications culturelles (comme la liberté absolue de s'associer, la liberté d'expression et le droit à une instruction laïque intégrale)⁷.

Ce programme met au centre de sa réflexion la question de la **production** (son organisation, la redistribution des richesses, mais aussi la production de ses conditions : l'émancipation).

Les « alternatives » qui se cherchent aujourd'hui entendent-elles renouer avec cet héritage ou choisiront-elles d'autres voies (comme le découplage des revenus et du travail, découplage brillamment critiqué par M. Alaluf⁸) ?

Une question cruciale me paraît être dans ce contexte : comment considérer la production des connaissances et des valeurs et, dans ce cadre, le travail des associations ? Le considère-t-on comme hors du champ de la production (et donc entend-on contribuer à la « fin de la civilisation du travail » ?) ou, au contraire, le considère-t-on en termes de **production des conditions de toute production** ? Félix Guattari conduisait à le penser :

7 B. Noël, *Dictionnaire de la Commune, tomes 1 et 2*, Paris, Flammarion, 1978.

8 M. Alaluf, *L'allocation universelle, Nouveau label de précarité*, Mons, Couleur livres, 2014.

« Nous autres enseignants mais aussi travailleurs sociaux, nous sommes des producteurs de subjectivité et à ce titre nous sommes les ouvriers d'une industrie de pointe qui fournit la matière première subjective nécessaire à toutes les autres industries et activités sociales.»⁹.

Le considérer conduit à envisager une extension des luttes « prolétariennes » relatives à la production et à reconnecter le mode de production « associatif » avec les formes d'organisation imaginées à l'époque dans les associations ouvrières. Qui veut aller dans ce sens ?

LES « ALLIANCES » IMPLIQUÉES PAR LE CONCEPT DE « PLATES-FORMES » SE SITUERONT-ELLES DANS LA LIGNÉE ESQUISSE PAR PIERRE BOURDIEU À PROPOS DU MOUVEMENT SOCIAL EUROPÉEN ?

Bourdieu plaide pour une alliance forte entre les organisations de mobilisation (les syndicats), les associations et les chercheurs, tout en posant qu'une telle alliance impliquerait d'aborder les sujets qui fâchent de part et d'autre (la centralisation excessive des organisations de mobilisation, la pusillanimité récurrente des associations, la fausse neutralité des chercheurs, etc.).

Mais est-on d'accord de dire qu'il faut le plus possible de singularité dans les limites imposées par la construction d'un véritable rapport de force¹⁰ ?

Ou certains veulent-ils inverser la formule : « le plus possible de rapport de force dans les limites du principe absolu de singularité » ?

LES REVENDICATIONS S'INTÉRESSERONT-ELLES À TOUS LES GROUPES SOCIAUX, PRINCIPALEMENT À CEUX DONT LA VOIX A DU MAL À SE FAIRE ENTENDRE, ET À TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTENCE, CROISANT NOTAMMENT LE MATÉRIEL ET L'IMMATÉRIEL ?

A ce titre, la question de la prise en compte des situations de pauvreté et la manière dont ces situations seront pensées et combattues nous paraît constituer un des analyseurs centraux des actions qui s'expérimentent aujourd'hui.

On voit en effet que cette question traverse les deux autres que nous avons proposées et nous pensons qu'elle pourra servir de révélateur aux choix effectifs qui seront posés par les uns et les autres et, par là, de miroir réflexif à leurs stratégies et à la pertinence de leurs choix.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « La multiplication des plates-formes de mobilisation : comment l'appréhender ? », *Intermag.be*, [en ligne], Analyses et études RTA asbl, avril 2015, URL : www.intermag.be/507.

9 F. Guattari, *Pratique de l'institutionnel et politique*, J. Pain (dir.), Paris, Matrice, 1985.

10 Le schème de la formule est de Pierre Bourdieu qui, à propos de l'enseignement, avait déclaré : « le plus possible de concurrence [entre les élèves] dans les limites de la protection des plus démunis », en précisant : « Cela ne consiste pas à faire un peu des deux. Cela consiste à faire le plus de l'un dans les limites de l'autre. ». P. Bourdieu, *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 207.